



Le temps est venu d'appeler l'État terroriste d'Israël par son nom

Gaza, une victime qui appelle un monde nouveau

Par [Silvia Cattori](#)

Mondialisation.ca, 27 janvier 2009

[Le site de Silvia Cattori](#) 27 janvier 2009

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

La sauvage agression israélienne qui a duré 22 jours, ôtant la vie à plus de 1500 Palestiniens, dont plus de 85 % étaient des civils, s'inscrit dans la longue chaîne d'assassinats et d'opérations d'épuration ethnique que les Palestiniens subissent au quotidien, de la part de la soldatesque israélienne, depuis 1948.



Dimanche 18 janvier 2009, à Jérusalem

« Epuration ethnique », « génocide », politique « génocidaire », « camp de concentration », « exécutions sommaires », « pogroms », « holocauste », « ghetto », tous ces termes, abondamment utilisés par les médias quand il s'agissait de justifier la guerre de l'OTAN contre l'ex-Yougoslavie, sont-ils des termes tabous quand il s'agit de mettre Israël face aux crimes commis par ses troupes contre des civils, en violation du droit international et des Conventions de Genève ?

Force est de constater que, lors de ce carnage qui a provoqué la répulsion de millions de gens partout dans le monde, aucun média traditionnel n'a eu la décence d'appeler les choses par leur nom.

Combien de massacres l'armée israélienne pourra-t-elle encore perpétrer, dans cette région où elle est allée s'imposer par la force, avant que l'on ne qualifie enfin clairement ses agressions de génocidaires ?

Israël n'a en rien caché ses intentions homicides et les longs préparatifs qui ont conduit à ce gigantesque massacre. Pourtant, aucun média mainstream n'a daigné alerter l'opinion publique du fait troublant qu'en baptisant « Plomb durci » ce qui allait se révéler comme un des plus sinistres massacres des temps modernes, l'Etat d'Israël se référait à un texte de Haïm Nahman Bialik, qualifié de « poète des pogroms » [1]

Cela se dit, cela se sait que, dans les guerres et les conflits qui déchirent le Moyen Orient, en particulier, les rédactions occidentales occultent tout ce qui peut déranger les intérêts stratégiques d'Israël et des grandes puissances qui le protègent.

Depuis 2001, l'opinion publique sait que les prétendus principes pour lesquels l'administration Bush et l'Union européenne s'étaient engagés dans la lutte dite « anti-terroriste » n'avaient rien à voir ni avec la morale, ni avec les exigences de justice ou la défense des libertés ; mais que les gouvernements occidentaux se servaient de ces principes pour s'en prendre aux musulmans, faire peur à leurs citoyens, et restreindre les libertés publiques.

Tout le monde peut observer que l'Etat d'Israël occupe une place à part, au-dessus de la loi commune, et que, nombre d'hommes et de femmes politiques et de journalistes abusent l'opinion publique, aidant ainsi Israël à camoufler ses crimes.

Le plus préoccupant est que ces journalistes et politiciens qui mentent sans vergogne et manipulent l'information pour innocenter Israël et justifier la poursuite de sa politique belliqueuse, agissent au vu et au su du monde, sans que cela ne suscite de réactions de la part des forces politiques ou des corporations de journalistes de leurs pays respectifs.

En France, le journaliste Alexandre Adler par exemple [2], calque manifestement ses prétendues analyses sur les thèses que les services attachés aux ambassades d'Israël répandent auprès des journalistes disposés à servir leurs intérêts [3]

Ce n'est donc pas M. Adler qui ira jamais éclairer l'opinion sur les buts réels des tournées effectuées par le président français Nicolas Sarkozy, et le Ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, au Moyen Orient, ou sur les raisons profondes de leur zèle à vouloir - durant la présidence européenne- faire entrer Israël dans l'Union Européenne ou l' « Union pour la Méditerranée ». Par contre, il répétera inlassablement que le Hamas est armé par l'Iran, sans en apporter jamais la moindre preuve, et que l'Iran est la plus grande menace pour le monde, parce que cela correspond à la propagande qu'Israël souhaite répandre. Ainsi, la menace réelle que représente Israël est toujours occultée pour être attribuée à ceux qui seront sa prochaine cible : le Hamas, l'Iran, ou la Syrie.

Les citoyens ne sont plus des enfants de chœur. Ils ont dû se rendre à la triste évidence : que nombre de politiciens, journalistes, prétendus défenseurs des droits de l'homme, ont un parti pris communautaire, ne s'encombrent pas de principes moraux et se montrent dépourvus de toute décence.

Cela peut être particulièrement bien compris et dénoncé grâce aux nouveaux médias. Ainsi, qui souhaite connaître la vérité peut savoir que M. Sarkozy n'est pas allé au Moyen Orient début janvier pour « chercher un cessez-le-feu », comme les journalistes aux ordres l'ont expliqué, mais pour aider Israël à éliminer le mouvement et le gouvernement légitimement élu du Hamas.

Quand, le 5 janvier 2009 par exemple, M. Sarkozy est allé faire sa tournée, ce n'était pas pour exiger d'Israël la cessation des bombardements qui ensanglantaient Gaza, mais pour faire traîner les choses, « *pour offrir à Israël une couverture européenne et pour lui permettre de poursuivre l'holocauste d'une population isolée, assiégée et affamée. Chaque jour, les éléments de la conspiration apparaissent un peu plus clairement* », s'indignait le journaliste arabe Abdel Bari Atwan qui, lui, n'a pas peur d'appeler un chat un chat [4].

Les femmes qui ont cru en l'humanité particulière des femmes en politique, doivent aujourd'hui plus que jamais déchanter et se tenir pour dit que leurs consœurs, une fois au pouvoir, ne sont ni moins lâches que leurs homologues masculins, ni plus sensibles qu'eux à la souffrance des femmes et des enfants que les missiles israéliens pulvérisent.

Nous avons plusieurs fois documenté les manquements de la Cheffe de la politique étrangère suisse, Mme Calmy-Rey [5]. Nous avons déploré la timidité de ses prises de position et qu'elle n'ait jamais pris de véritables risques politiques susceptibles de mettre sa carrière en jeu, pour tenter de sauver des vies, et servir les exigences de justice.

Mais que dire alors de la Conseillère nationale Martine Brunschwig Graf [6], que les citoyens suisses ont vue, au 20ème jour de cette guerre sauvage, devant le palais du gouvernement fédéral à Berne, soutenir publiquement Israël lors d'une manifestation réunie à l'appel de la « Société Suisse-Israël » ? Ainsi, au moment même où l'Etat d'Israël jetait toute la population de Gaza dans l'effroi et la mort, son discours était tout entier consacré à la nécessité pour le monde d'assurer la sécurité d'Israël !

Plus révoltant encore pour cette population traumatisée qui se relevait à peine de ses blessures, fut d'entendre, le 21 janvier, la déclaration de la commissaire européenne chargée des Relations extérieures, Mme Benita Ferrero-Waldner.

Alors qu'il y a à Gaza cent mille personnes à la rue ou déplacées, privées de tout, qui attendent, entre agonie et espoir, des solutions urgentes, Mme Ferrero-Waldner n'a eu aucun scrupule à faire sienne la position du bourreau israélien et à affirmer que la reconstruction de bâtiments et d'infrastructures à Gaza ne « *débuterait que lorsque l'Union Européenne aurait un partenaire palestinien acceptable* », et que la confrontation du Hamas avec Israël « *était un obstacle aux perspectives d'une vie meilleure pour le peuple de Gaza* », et donc que le Hamas devait être écarté de la reconstruction de Gaza.

La population de Gaza a ainsi été avisée : si elle continue de soutenir le Hamas, élu pourtant démocratiquement en 2006, elle va devoir en payer le prix !

Outré par ces propos, l'intellectuel palestinien Omar Barghouti, s'est exclamé : « *Ce n'est pas que les personnalités officielles de l'Union Européenne soient particulièrement morales, dotées de principes ou de quelques décence humaine, mais Benita Ferrero-Waldner, commissaire européenne chargée des Relations extérieures, entrera peut-être dans l'histoire comme l'une des politiciennes européennes les plus répugnantes et racistes de tous les temps.*

A Gaza, l'Union Européenne - et nombres de personnalité politiques dans le monde - a non seulement perdu tout semblant d'engagement en faveur des droits de l'homme ou du droit international, mais elle s'est mise à rivaliser avec les Etats-Unis dans son mépris total à l'égard de populations arabes ravalées au rang d'humains de deuxième catégorie.

Il faut aussi noter, comme l'a montré l'échec du sommet arabe au Koweït, que les gouvernements d'Arabie Saoudite, d'Egypte - et l'Autorité Palestinienne de Ramallah - sont

tous partie prenante du plan Etats-Unis – Union Européenne – Israël qui consiste à utiliser la reconstruction comme un moyen de chantage, pour parfaire tout ce que la force armée israélienne a finalement échoué à parachever : un « changement de régime » à Gaza et une soumission totale des Palestiniens à la volonté d'Israël. »

Toutes ces manœuvres politiques servent à appuyer la volonté d'Israël et de ses alliés de continuer à faire du Fatah (le parti corrompu de Mahmoud Abbas), la « clé pour organiser l'aide internationale » selon Mme Ferrero-Waldner. Ce qui revient à donner raison aux criminels qui ont détruit Gaza et accusent le Hamas d'être « responsable de sa destruction ».

Au lendemain des massacres à Gaza, avec le dîner offert par M. Olmert à Jérusalem, que les leaders espagnol, allemand, italien, français, britannique et tchèque se sont apparemment complus à partager cordialement, les propos de Mme Ferrero-Waldner viennent couronner des années de complicité honteuse de l'Union Européenne avec la politique criminelle menée par Israël.

Rien – ni les centaines d'enfants mutilés à jamais, ni le fait que l'armée israélienne ait fait usage d'armes chimio-toxiques et radiotoxiques qui exposent la population de Gaza à des maladies graves et à des cancers – ne semble avoir particulièrement ému ou ébranlé ces femmes de fer, peu sensibles à la souffrance des Arabes et surtout soucieuses de la prétendue « sécurité » de l'Etat juif.

Il n'y a pas de démocratie quand les droits de l'homme sont à géométrie variable, lorsqu'il s'agit de punir les peuples qui ne votent pas pour les mouvements politiques que l'Occident veut leur imposer par la force, et de les empêcher de se soulever contre leurs bourreaux.

Tout cela doit nous appeler à réagir.

Seule la justice peut assurer aux êtres humains leur dignité. Il est temps que les membres d'associations et de partis manifestent publiquement leur dégoût et osent enfin dénoncer les dérives de ces responsables politiques qui mènent nos sociétés vers la loi de la jungle.

Alors qu'à Genève, le Conseil d'Etat interdit aux partis progressistes de manifester le 31 janvier (le jour même où les autorités suisses, s'apprêtent à accueillir le criminel de guerre Shimon Peres), le rapporteur de l'ONU pour les territoires palestiniens Richard Falk, ne s'est, lui, jamais compromis avec l'occupant. Le 22 janvier, il a encore accusé l'Etat d'Israël de commettre des « crimes de guerre » systématiques et déclaré que les habitants de Gaza assiégés rappelaient « les pires souvenirs du ghetto de Varsovie » [7]

D'autres (trop) rares personnalités, se sont également honorées, comme le Président de l'Assemblée de l'ONU Miguel d'Escoto Brockmann, en dénonçant sans compromis les crimes commis par Israël.

Il faut leur rendre hommage et suivre leur exemple.

[1] Haïm Nahman Bialik est connu pour son poème « La ville du massacre », écrit après un pogrom qui avait entraîné la mort de quarante-neuf Juifs en 1903, en Russie. La guerre unilatérale israélienne contre Gaza de 2008-2009, a été lancée le jour de la fête juive de Hanouka. Elle a été baptisée « Plomb durci » en référence à un des contes de Haïm Nahman

Bialik où il est question d'une toupie en plomb durci.

[2] Coqueluche des médias français, engagé dans la communauté juive, Alexandre Adler est un ardent défenseur de l'État juif d'Israël.

[3] Sur les techniques de manipulations utilisées dans chaque pays du monde par les services de propagande israéliens, le journaliste italien Giorgio S. Frankel est bien informé. Il a été lui-même contacté par le numéro deux de l'ambassade israélienne en Italie ; il a pu voir comment leurs services transmettaient à ceux qui le voulaient des informations fausses, leur préparaient des articles destinés à incriminer le Hezbollah, etc. En ce qui concerne l'Italie, il cite comme exemples emblématiques de cette information de propagande qui unit services secrets, journalisme et diplomatie, les journalistes Giorgio Romano et Vittorio Segre.

[4] Dans *Al-Quds Al-Arabi*, le 7 janvier 2009.

[5] Voir :

- ▶ « [Nous pressons nos gouvernements de mettre immédiatement fin au carnage](#) », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 7 janvier 2009.
- ▶ « [Ceux qui ont le pouvoir de condamner se taisent](#) » par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 4 janvier 2009.
- ▶ « [La diplomatie suisse en accusation](#) », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 29 septembre 2008.

[6] Martine Brunschwig Graf, femme politique suisse, conseillère nationale depuis 2003, Ancienne Présidente du Conseil d'Etat genevois, présidente de l'Association pour la prévention de la torture, co-présidente de l'Association de soutien à la mise en place d'une institution suisse pour la promotion des droits humains, présidente de la Fondation pour l'enseignement du judaïsme de l'Université de Lausanne.

Sur son blog elle écrit : « *Etre libérale, c'est être humaniste. Etre libérale et s'engager pour la promotion des droits humains...* ».

[7] Voir : « [Falk likens Gaza to Warsaw Ghetto](#) », *Press TV*, 22 janvier 2009.

Silvia Cattori est journaliste suisse.

La source originale de cet article est [Le site de Silvia Cattori](#)

Copyright © [Silvia Cattori](#), [Le site de Silvia Cattori](#), 2009

Articles Par : [Silvia Cattori](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca